



Pour une nouvelle politique de la danse et des arts en mouvement à Marseille

Madame, Monsieur,
chère citoyenne et cher citoyen de Marseille,

*De l'observatoire et du laboratoire collectif des Acteurs Chorégraphiques en région PACA depuis 2007, AC PACA a maintenu un pôle de vigilance active et a été force de propositions (Charte des Acteurs Chorégraphiques en région Provence-Alpes-Côte d'Azur / La tournée des POPOTES 2016-2019 / Chronologie 2007-2016). **Nous vous présentons par ce courrier la nécessité d'un imaginaire réalisable pour la danse et les arts en mouvement à Marseille.***

Une dynamique plus coopérative des act·eur·rice·s et structures, dans leur grande complémentarité, est devenue tout à fait indispensable afin de générer une nouvelle ère chorégraphique pour la cité phocéenne. *Dansez, dansez, sinon nous sommes perdus !* disait Pina Bausch.

Pourquoi la danse ?

Car elle est partie prenante d'un regard global sur les disciplines artistiques, qui prend en considération la diversité des populations, l'ampleur du territoire et de ses circulations, le croisement des pratiques, pratiques d'act·eur·rice·s et pratiques de spectat·eur·rice·s, amateur·e·s ou professionnel·le·s, et bien sûr, l'état de bien-être des personnes et leurs dynamiques d'en·vies. En tant que citoyen·ne·s acti·f·ve·s de notre république, nous attendons **que les politiques refusent d'alimenter l'hystérie de la médiatisation et se mettent au travail avec les act·eur·rice·s qui œuvrent pour l'intérêt commun sur le terrain.** Cette exigence dont nous témoignons en rédigeant ce courrier fait écho aux difficultés passées à entretenir de réelles relations de travail et de pensées avec nos élu·e·s et leurs représentant·e·s, mais aussi à la folie actuelle qui semble toucher tous les partis et qui consiste à décrypter la fumée au lieu d'éteindre le feu.

Nous nous inquiétons du fait que certains équipements chorégraphiques, outils indispensables pour la danse, ne reçoivent pas les **budgets de fonctionnement adaptés à des objectifs et missions précises au regard du territoire particulier** qu'ils occupent dans la cité. Qui plus est dans un contexte où le statut des entreprises culturelles est mis à mal par des transformations structurelles, économiques et sociales, la fragilité des compagnies et des artistes en est aggravée. Nous réclamons de la ville qu'elle les accompagne dans la réalité des nécessités de recherche, de création, de production et de diffusion. Elle sera garante des visibilités des richesses chorégraphiques et de la diversité des esthétiques sur Marseille et au delà, en accompagnant notamment les échanges avec les opérateurs culturels ; qu'il s'agisse de l'évènementiel ou des saisons annuelles de programmation.

Nos propositions et changements à opérer, vers un maillage du territoire, artistique, humain et technique

L'enjeu est de redonner à Marseille une homogénéité entre ses territoires. Si un effort exemplaire ne s'opère pas en terme de circulation des savoirs et de transports en commun, comment croiser les champs artistiques et ses act·eur·rice·s afin de dynamiser la culture ?

Comment encourager la diversification des publics par la facilitation des rencontres, par la politique tarifaire et le nombre de représentations proposées, par les coopérations de programmat·eur·rice·s et la diversité de l'offre, par le soutien à l'accès aux arts hybrides et arts mêlés ? La ville doit être volontaire dans ces démarches.

Les temps forts dont l'année 2013 a été émaillée ont fait la preuve du désir des Marseillais·e·s de **réinvestir l'espace de leur ville**. Les événements annoncés comme prolongement de cette dynamique restent timides et non rassembleurs. S'affirme la nécessité de faciliter la circulation entre les lieux culturels, tiers-lieux et institutions : un croisement qui aiguise la curiosité, atténue l'entre soi, replace l'art au sein d'une citoyenneté et crée de l'imaginaire commun. Les croisements de cultures et d'esthétiques à Marseille encouragent l'amplification des passerelles avec le sport, le transport, le patrimoine, l'éducation, la santé et l'écologie. L'interdisciplinarité des pratiques va de pair avec **un tourisme émancipé d'un marketing culturel** : proposer des échanges culturels où les propositions artistiques hétéroclites, solidaires et équitables marquent les bases d'un écotourisme, fer de lance d'un rayonnement nouveau de la ville.

Nous souhaitons une politique culturelle ambitieuse, qui ose par exemple un concert philharmonique au pied des cités ou les cultures urbaines liant le dedans-dehors de la Criée. Ce ne sont pas les lieux dédiés à la culture qui manquent à Marseille mais **une transparence voire une redéfinition de leurs missions et objectifs**. Comment créer de l'écoute et du lien entre des structures et des organisations plus ou moins ou non institutionnalisées ? S'affirme aujourd'hui le besoin de rendez-vous de travail - de réflexion, engageant un maximum d'act·eur·rice·s culturel·le·s, quelle que soit l'échelle de leur structure ; **mettre ainsi l'intelligence des opérateurs culturels au service d'une cohérence d'actions et de projets**, en tenant compte des spécificités contextuelles, dans le souci de porter des actes responsables au long terme. La ville affirmera alors sa compétence d'accompagnement dans un projet visionnaire au regard des actualités de terrain.

Il est à la charge de la municipalité à venir de pouvoir défendre une politique d'aménagement du territoire culturel en (re)connaissant les activités existantes et variées. Il est là question de **révéler les volontés qui restent pour la plupart du temps non (re)connues**, témoin d'une "débrouillardise" qui garde dans l'ombre les mobilisations pourtant nécessaires à une richesse artistique et sociétale.

Dans l'intérêt d'un aménagement des territoires culturels de la cité, un état des lieux des ressources entre les structures associatives subventionnées ou non contribuerait à une cohérence de présences chorégraphiques, en fonction de l'existant ; dans une volonté de mitoyennetés transdisciplinaires (musique, théâtre, arts visuels, alphabétisation, prévention santé,...) et de coopérations logistiques. Ainsi, au préalable et afin d'envisager de nouvelles perspectives, la ville se doit de mettre en place dès 2020 un séminaire sur deux jours : **un état général de la danse en lien aux arts connexes** à Marseille invitant toutes ou partie représentative des act·eur·rice·s du secteur. La posture de chaque act·eur·rice de la danse en dépend : connaître les objectifs et missions qui lient la ville aux structures accompagnées. Cela s'établit, localement, en conscience des intérêts et dangers représentés par les délégations de compétences [1]. Il nous faudra défendre les modérations multipartites, garantes de démocratie et de diversité, comme de la cohérence des politiques territoriales, dans les débats qu'elles initient.

Le positionnement humain au cœur des solutions

Nous constatons que certains lieux précaires et moins dotés deviennent fédérateurs alors que d'autres, pourtant mieux soutenus par des fonds publics, fonctionnent dans un minima de services mutualisés et coopératifs. La vivacité et l'ouverture dont font preuve certains lieux n'est due qu'à la volonté de partage et d'écoute des personnes qui les gèrent et les dirigent. Il nous semble donc de la première utilité que les équipes et direct·eur·rice·s de structures puissent être choisis en fonction de leurs réels projets d'ouverture sociale avec le souci du développement des arts actuels, et non autrement. Le pire reste "*le fait du prince*".

Ce sont ces qualités humaines qui sont à évaluer, ce que cela engendre comme « faire » dans le tissu social, et non uniquement l'évaluation d'économie marchande ou quantitative : une économie ancrée dans du sens et les actions qui en découlent, à l'image des coopératives fondées sur un réel projet socioculturel et à contrario d'une culture consumériste.

La danse à Marseille aujourd'hui

Le *territoire chorégraphique* marseillais est riche de diversités : un Centre Chorégraphique National, une scène nationale, un festival emblématique, des événements chorégraphiques et pluridisciplinaires, des structures, des espaces et opérateurs dédiés et non dédiés, des lieux de pratiques et d'enseignement, professionnels et amateurs, des électrons libres engagés et mobilisateurs,... Il témoigne de nombreuses initiatives singulières et de pratiques artistiques qui touchent au domaine chorégraphique, aux arts connexes et à toute la sphère réjouissante, physique et poétique, déterminée par les modes de vie marseillais.

1 [Schéma de Cohérence Territoriale - ScoT](#)

Au regard de l'histoire de la danse dans notre région, la ville de Marseille est le témoin privilégié depuis 1972 avec la venue de Roland Petit à l'initiative de Gaston Defferre, du soutien à une expérience pilote de décentralisation et de politique culturelle novatrice à l'échelle du sud. Réaliser cet héritage implique, qu'en 2020, Marseille puisse valoriser son terrain d'expérimentation, d'innovation, d'initiatives artistiques au regard d'une actualité sociétale prégnante : une exemplarité pour les arts et la culture que l'expérience marseillaise nourrit et engage. Les acteur·rice·s du terrain sont là pour en témoigner et leur vivacité requiert cet engagement.

Dans un contexte politique national et international qui contamine la culture marseillaise, où la situation politique des démocraties dans le monde est de plus en plus attaquée, la liberté d'expression est mise à mal ; en particulier dans son incarnation charnelle et ses corporités multiples (réapparition du corps tabou par le néo-réactionnisme ambiant) au profit d'une recrudescence des nationalistes libéraux dangereux et belliqueux. La préoccupation des collectivités publiques et les moyens alloués aux arts en mouvement en sont le prisme : la ventilation des budgets ne peut se faire sans une mise à plat collatérale ; au moment où la Culture prend un virage libéral et désengageant [2].

Les arts et la culture vecteurs d'éducation populaire sont des espaces de résistances à ces dérives populistes, xénophobes et excluantes. La jeunesse en danse et son émulation transgénérationnelle exigent **un accompagnement à la formation et des enseignements « ouverts et inclusifs » de qualité** qui ne peuvent se faire sans un état des lieux des apprentissages dispensés (formations initiales et continues, pratiques et cours, ateliers créatifs,...) et une augmentation des financements : l'éducation artistique à l'école ou dans le temps libre comme nouveaux enjeux à une culture démocratique.

Appuyer cet aménagement des terrains de danse marseillais passe par **l'élaboration d'un lieu informatif, rassembleur et fédérateur - une maison pour la danse** : un lieu de rencontres pour les professionnel·le·s et les amateur·e·s, à la gouvernance coopérative, où la convivialité permettra de faciliter les échanges, la découverte et l'accès aux ressources numériques et physiques (films, sons, photos, livres, documents, programmes...). La maison pour la danse sera volontaire dans **la constitution d'un réseau de danse à Marseille** qui puisse être attractif extramuros et générateur de liens intramuros. Cette maison permettra de valoriser les territoires de pratiques diversifiées en danses, de la rue aux institutions d'apprentissages, du hip hop à la danse classique par les formes évolutives de danse contemporaine et traditionnelle. Une implication participative des publics selon l'exemple des AMACCA est à expérimenter. La socialisation créée par la nécessité des échanges va de pair avec la transmission orale des savoirs, propre à la danse.

2 article [Soixante ans après Malraux, vers la privatisation de la culture](#) du 24/07/2019 par Cécile de Kervasdoué

En conclusion, dans un contexte global tendu, inquiétant et brutal, ne sommes-nous pas appelé·e·s à proposer d'autres façons de faire et d'exister ensemble ? Ne sommes-nous pas contraint·e·s de créer des dynamiques et des circulations plus en regard de l'existant et des territoires partagés et à partager, plus en phase avec les réalités économiques, environnementales et citoyennes ?

Il est temps de fédérer et proposer des coopérations plus vastes et larges. Faire d'une maison pour la danse à Marseille l'espace accélérant, entreprenant, vaillant et vivant de ce rassemblement, où réseau et correspondances entre les act·eur·rice·s et les structures pour les arts en mouvement contribuent à la richesse des esthétiques relationnelles et des espaces critiques fondamentaux, intimes et sociétaux. Cela est incontournable.



« Il nous tient à cœur de défendre les notions de porosité des pratiques et des espaces, d'hétérogénéité des projets, d'échanges des savoirs et des responsabilités partagées. » (extrait Charte AC)

Acteurs Chorégraphiques Région Sud – 18 décembre 2019

Michael Allibert; Christophe Apprill, Christine Bouvier, Laura Briffaud, Aude Cartoux, Isabelle Cavoit, Henri Challier, Océane Chapuis, Hélène Charles, Anne-Marie Chovelon, Valérie Costa, Jessy Coste, Michaël Cros, Hélène Ferracci, Elsa Ferret, Aude Fondard, Quentin Germonprez, Monica Germani, Simon Gillet, Mélanie Graillon, Emmanuel Grivet, Christophe Haleb, Géraldine Humeau, Sandrine Julien, Sofia Laribi, Christophe Le Blay, Bertrand Lombard, Philippe Madala, Emanuele Minnella, Elisabeth Nesta, Isabelle Plasseraud, Serge Ricci, Barbara Sarreau, Angélo Vergari, Marc Vincent, Frédéric Werlé...

Les signataires mis à jour.

Votre signature ici

popotesacpaca@gmail.com